



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Marché public de fournitures scolaires
et de matériels pédagogiques et créatives pour les services
de la commune de Générac**

N° MAPA-02-2025

Marché de fournitures

**La consultation est lancée suivant la procédure des marchés à procédure adaptée,
passée en application des articles R.2123-1 et suivants du Code de la commande
publique**

Date limite de remise des offres : Vendredi 2 mai 2025 – 12h00

Table des matières

ARTICLE 1 ^{er} – GENERALITES	3
1.1 Contexte et objet.....	3
1.2 Forme de la passation.....	3
1.3 Durée du marché	3
ARTICLE 2 – REGLEMENT EUROPEEN DE PROTECTION DES DONNEES (R.G.P.D.) ...	3
ARTICLE 3 - SOUS-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 4 – RESPONSABILITES	4
4.1 Principe.....	4
4.2 Exceptions	4
ARTICLE 5 – GARANTIES FINANCIERES	5
ARTICLE 6 – AVANCE.....	5
ARTICLE 7 – PRIX ET REMUNERATION.....	5
7.1 Caractéristiques des prix pratiqués	5
7.2 Offres promotionnelles	5
7.3 Contenu des prix.....	6
7.4 Modalités de révision des prix	6
7.4.1 Evolutions des prix	6
7.4.2 Limite aux évolutions de prix	6
ARTICLE 8 - PAIEMENTS	7
8.1 Dématérialisation des factures.....	7
8.2 Délais.....	7
8.3 Contenu des demandes de paiements.....	7
ARTICLE 9 – ASSURANCES.....	8
ARTICLE 10 – RESILIATION	8
ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE	9
ARTICLE 12 – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	9
ARTICLE 13 – REFERENCES AU CCAG-FCS.....	10

ARTICLE 1^{er} – GENERALITES

1.1 Contexte et objet

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières concernent l'achat de fournitures scolaires, pédagogiques et créatives pour les écoles communales publiques et le service enfance de la commune.

L'accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

1.2 Forme de la passation

La consultation est lancée suivant la procédure des marchés à procédure adaptée, passée en application des articles R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande conclu en application des articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il est prévu une décomposition en 2 lots :

- Lot n°1 : fournitures scolaires.
- Lot n°2 : fournitures pédagogiques et créatives.

Le minimum annuel de l'accord-cadre, pour chacun des deux lots, est établi à 100,00 € HT.

Le maximum annuel de l'accord-cadre est établi à 10 000,00 € HT pour le lot n°1, et à 5000,00 € HT pour le lot n°2.

1.3 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an, à compter de la date de notification du contrat, tacitement reconductible trois (3) années, pour une durée globale maximale de quatre (4) années.

Si la commune de Générac ne souhaite pas procéder à la reconduction du présent marché, elle devra en avertir le titulaire au moins 3 (trois) mois avant la date d'anniversaire (date de signature des actes d'engagement par le pouvoir adjudicateur) du marché.

ARTICLE 2 – REGLEMENT EUROPEEN DE PROTECTION DES DONNEES (R.G.P.D.)

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre de ce marché, le prestataire est tenu de respecter le Règlement Général sur la Protection des Données, applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 3 - SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique, le recours à la sous-traitance n'est pas admis dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITES

4.1 Principe

Le titulaire du présent marché s'engage à respecter le règlement intérieur des établissements et à se conformer aux formalités d'accès.

Le personnel du titulaire devra assurer sa propre sécurité (équipements, tenues de protection, EPI, etc.).

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information dont il peut avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des missions et s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour faire respecter par son personnel le caractère de confidentialité des informations.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure le suivi. Il prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, vols, dégâts des eaux) découlant de l'exploitation qui lui est confiée.

A cet effet, il doit contracter une assurance prenant effet au moins à la date du début d'exécution du marché. Une copie de l'attestation d'assurance est transmise à la personne publique.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire de chaque marché, sous bénéfice de preuve apportée par ses soins, les dommages dus à l'intervention d'un tiers qu'il n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Si les installations et les locaux indiqués dans les annexes cessent d'être conformes à la législation ou règlement en vigueur, le titulaire du marché doit le signaler au maître d'ouvrage, lequel est tenu d'y apporter remède aussi rapidement que possible.

Le titulaire doit signaler par écrit au maître d'ouvrage les incidents majeurs constatés et les éventuelles dégradations causées.

En outre, le titulaire de chaque marché devra signaler toutes les modifications de la réglementation concernant les installations entretenues et produire les textes concernés dans un délai de quinze jours à dater de leur parution dans la revue ou journal officialisant celles-ci.

4.2 Exceptions

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuve apportée par ce dernier, les dommages dus à l'intervention d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

En outre, ne donnent lieu à aucune prise en charge, ni indemnisation du titulaire les dommages résultant d'une des causes suivantes :

- Fait d'un tiers ou de la commune de Générac.
- Défaut de conception ou vices cachés de l'installation.
- Cas de force majeure : sont considérés comme tels, tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendants de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenable du point de vue technique ou financier et, en particulier les points suivants : la guerre, les émeutes et mouvements populaires, les inondations, les calamités naturelles, les pandémies, les grèves, les coupures d'électricité ou de gaz.

Le titulaire n'est alors pas reconnu comme responsable.

ARTICLE 5 – GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 6 – AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

ARTICLE 7 – PRIX ET REMUNERATION

7.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objets du contrat seront réglées par des prix unitaires prévus aux bordereaux de prix unitaires (BPU), et en fonction des quantités réellement livrées suivant l'émission des bons de commande.

Les prix indiqués ne peuvent donner lieu à aucun supplément pour quelque cause que ce soit, sauf stipulation contractuelle contraire.

Seuls les montants renseignés aux BPU engagent contractuellement le titulaire du marché.

D'autres missions annexes pourront être éventuellement confiées au titulaire, selon l'évolution du marché des besoins de l'acheteur. Celles-ci seront actées sur la base d'un avenant.

7.2 Offres promotionnelles

Lorsqu'un ou plusieurs produits référencés dans le BPU, ou le catalogue, bénéficient d'un prix promotionnel, le titulaire s'engage à en faire bénéficier la collectivité dès lors que le tarif auquel il y sera fait référence sera inférieur au tarif contractuel pratiqué sur l'accord-cadre.

7.3 Contenu des prix

Le prix est réputé comprendre tous les éléments suivants :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations au moment d'exécution.
- Tous les frais afférents s'il y a lieu au stockage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution.
- Toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.
- Toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services.
- Tous les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.
- Tous les frais d'entretien, d'assurance et de fonctionnement du matériel nécessaire à l'exécution des prestations, dont le matériel mis à la disposition du titulaire.
- De toutes les contraintes et détails techniques indiqués dans le C.C.T.P.
- A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché (et notamment dans le C.C.T.P.) comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation ne soit à fournir par la commune de Générac.

Les prix sont exprimés en euros.

7.4 Modalités de révision des prix

7.4.1 Evolutions des prix

Les prix sont fermes et non révisables pour la première année du contrat.

Les prix seront ajustés, par référence au tarif ou au barème que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle, à l'issue de chaque période de validité annuelle (date d'anniversaire du contrat). Le titulaire s'engage à faire parvenir à la commune, par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux tarifs ou barèmes dans un délai maximum de deux (2) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Chaque évolution de prix, notifiée par le titulaire à la commune de Générac, devra être justifiée.

7.4.2 Limite aux évolutions de prix

Le pouvoir adjudicateur prévoit une clause dite « butoir » : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement sera limitée à une augmentation de 3,0% maximum (rabais déduit) par an.

ARTICLE 8 - PAIEMENTS

8.1 Dématérialisation des factures

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les factures sont envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO mis à disposition par l'Etat à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Trois possibilités s'offrent au titulaire pour transmettre une facture électronique :

- 1- Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2- Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.
- 3- Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 9 décembre 2016, relatif au développement de la facturation électronique ;

Les demandes doivent être déposées sur la structure du budget concerné en renseignant le numéro du marché, le service concerné et le numéro d'engagement.

8.2 Délais

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Si le retard est imputable au titulaire, la commune de Générac doit suspendre le délai de paiement par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Si le dépassement du délai est imputable à la commune de Générac, celle-ci devra verser des intérêts moratoires au titulaire, à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement principal.

Les taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de deux points.

8.3 Contenu des demandes de paiements

Les demandes de paiements doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou SIRET ;

- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La décomposition des prix forfaitaires ;
- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des dispositions du Code civil.

Il devra donc obligatoirement fournir, à la remise des offres, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 – RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution d'une prestation ne pouvant souffrir d'aucun retard ou en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire.

En cas notification au titulaire d'avertissements dans la période concernée (période initiale ou période de reconduction), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nîmes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolue à l'amiable, sera soumise au **Tribunal Administratif de Nîmes** :

Greffe du Tribunal Administratif de Nîmes
16 avenue Feuchères
CS 88010
30941 NÎMES cedex 09
Téléphone : 04.66.27.37.00
Télécopie : 04.66.36.27.86
Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont prévues dans le Code de justice administrative.

ARTICLE 12 – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en est de même pour tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 13 – REFERENCES AU CCAG-FCS

Dans le cadre du présent marché, les clauses du CCAG-FCS du 30 mars 2021 produisant des effets sont les suivantes :

- Article 14 relatif aux pénalités.
- Article 20 relatif aux conditions de stockage et d'emballage.
- Articles 38 à 45 relatifs aux conditions de résiliation.

En cas de contradiction entre les dispositions du CCAG FCS du 30 mars 2021, et les clauses du présent marché, ce sont les dispositions du CCAG FCS qui prévalent.